



Communiqué de Presse

Non au brigandage, oui au droit et au respect des peuples

La communauté des citoyens français d'origine sahraouie et les Sahraouis vivant en France avons appris que le « gouvernement sortant », maintenu encore aux affaires du pays, envisage de s'aligner sur la position du royaume du Maroc concernant le conflit du Sahara Occidental. Royaume qui occupe illégalement selon la résolution de l'ONU de 1979, une majeure partie du Sahara Occidental, depuis son invasion en 1976.

Nous souhaitons rappeler ici haut et fort que comme pour la Palestine, il en va de même pour le Sahara Occidental : on ne peut pas fouler aux pieds le droit international et continuer à opprimer indéfiniment les peuples pour plaire à des dirigeants de circonstance. Seul le droit international prévaut et doit prévaloir.

Si cela devait se confirmer, ce serait une erreur politique, économique et diplomatique, dont les conséquences seraient nuisibles pour la région et, par conséquent, pour le plus proche voisin, l'Europe.

Il est important de rappeler que le statut juridique du Sahara Occidental ne souffre aucune contestation : il s'agit d'un territoire non autonome en attente de décolonisation. Par conséquent, seul le peuple Sahraoui peut décider de son avenir. Si cette décision du gouvernement « sortant » se confirmait, cela signifierait que le pays des droits de l'homme, membre permanent du Conseil de Sécurité, foulerait aux pieds le droit international et les résolutions qu'il est censé défendre. Dit autrement, il promouvrait la « loi de la jungle » !

En outre nous nous interrogeons comment un gouvernement dit « technique » peut envisager de prendre une telle décision politique et si lourde de conséquence pour le pays ?

Ainsi, la communauté des citoyens français d'origine sahraouie et les Sahraouis vivant en France en appellent à la prise de conscience des conséquences néfastes, tant pour la région que pour la France, qu'engendrerait une telle décision contraire aux valeurs de la République et au droit international. Le comble de l'ironie : puisque les dernières élections législatives ont clairement montré un besoin profond de justice, d'équité et de respect du droit.

Paris, 27 Juillet 224

Collectif des Associations Sahraouies en France
Email:shdiasporafr@gmail.com